

de commandes qu'ils n'en peuvent exécuter, les ouvriers ont du travail autant qu'ils en demandent et reçoivent des gages beaucoup plus élevés, notre commerce de bois augmente par sauts et par bonds, et nos mines attirent l'attention de tout l'univers. Et nos institutions financières, M. l'Orateur, trouvent des placements avantageux et sûrs pour tous leurs fonds, et nos grandes compagnies de chemin de fer retirent beaucoup plus de bénéfices. Le premier ministre actuel (sir Wilfrid Laurier), lorsqu'il était dans l'opposition, a dit un jour, en réponse à une longue citation de chiffres faite par le ministre des Finances de l'époque (M. Foster), que lorsque son parti arriverait au pouvoir, il ne serait pas nécessaire de citer des chiffres pour prouver au peuple sa prospérité, que celui-ci s'en apercevrait tout de suite en mettant la main dans sa poche. Je crois que cette prédiction s'est parfaitement accomplie; à mon avis, le peuple sent aujourd'hui, comme jamais il ne l'a senti auparavant, que la prospérité lui est venue.

Notre commerce avec l'étranger a prodigieusement augmenté. Permettez-moi de citer quelques chiffres à ce sujet. Notre commerce avec l'étranger a augmenté pendant les trois années écoulées depuis 1896 d'au moins \$82,000,000, mais pour vous permettre de comprendre parfaitement l'étendue de cette augmentation, une comparaison est nécessaire. Je vois, par les tableaux du commerce et de la navigation, que cette augmentation l'emporte d'environ \$16,000,000 sur l'augmentation qui s'est produite pendant les dix-huit années comprises entre 1878 et 1896. Mais, si grande qu'ait été l'augmentation durant les trois derniers exercices, le commerce du présent exercice semble devoir la dépasser de plusieurs millions. La totalité de notre commerce avec l'étranger pendant les six mois finissant en décembre a été de \$203,000,000, ce qui égale, à \$1,000,000 près la totalité du commerce fait avec l'étranger, pendant tout l'exercice de 1889, et, à \$35,000,000 près, la totalité du commerce fait avec l'étranger pendant tout l'exercice de 1896.

Nos exportations ont aussi beaucoup augmenté; nos exportations l'emportent de \$20,000,000, pendant les premiers six mois du présent exercice, sur celles de tout l'exercice de 1889, et sont à \$12,000,000 près de celles faites durant tout l'exercice de 1896. Si notre commerce continue à progresser dans les mêmes proportions jusqu'à la fin de cet exercice, nous atteindrons le chiffre de \$375,000,000. Sous l'ancien régime, le chiffre le plus élevé que notre commerce avec l'étranger ait atteint a été de \$247,000,000, et si nos espérances se réalisent notre commerce avec l'étranger pendant l'année 1900 dépassera de plus de \$125,000,000 celui de la meilleure année de l'ancien régime. Ces chiffres sont éloquentes par eux-mêmes et doivent rendre tout véritable Canadien orgueilleux de son pays. Cette grande prospérité, j'en suis sûr, est très consolante pour nous tous, surtout

M. GOULD.

pour le gouvernement qui a tant fait pour la faire naître.

Je sais, M. l'Orateur, que l'opposition n'admet pas que le gouvernement mérite qu'on lui attribue l'état prospère de nos affaires, mais j'ose dire que le public intelligent ne partage pas cette opinion. La grande majorité du peuple canadien, je crois, est pleinement convaincue que le gouvernement mérite qu'on lui attribue dans une très large mesure cet état prospère de nos affaires. En tout cas, M. l'Orateur, nous ne saurions fermer les yeux sur ce fait: C'est que immédiatement après l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel, la prospérité est revenue tout de suite. La confiance s'est rétablie, et les affaires ont toujours, depuis, progressé d'une façon étonnante.

A la convention qui a eu lieu en cette ville, en 1893, le parti libéral s'est prononcé en faveur d'une saine politique fiscale, une politique de réforme douanière, une politique qui devait alléger le fardeau du peuple sans injustices pour les diverses classes de la société, et ramener la prospérité dans le pays, et je suis obligé de dire que ce principe qu'il avait alors émis, le gouvernement actuel l'a appliqué. Le tarif a été réformé; les taxes qui pesaient sur le peuple ont été réduites, la prospérité est revenue, et les cultivateurs, surtout, retirent de grands avantages des changements qui se sont produits. Mais, ce n'est pas seulement en modifiant le tarif que le gouvernement a favorisé les intérêts du pays. La vigoureuse politique qu'il a adoptée relativement aux transports, est très louable et le pays l'approuvera. Le problème des transports est un des plus grands qui puissent attirer l'attention du gouvernement. Il est de la plus haute importance que nos produits soient transportés sur les meilleurs marchés de la manière la plus économique possible, et le plus rapidement possible. Chaque dollar épargné dans le coût du transport des grains et autres produits de la ferme, est autant d'épargné pour les cultivateurs, et, par eux, pour le peuple. Sous ce rapport, le gouvernement et le pays doivent être félicités au sujet de l'achèvement du système de canaux du Saint-Laurent. Nous avons aujourd'hui une voie de transport par eau depuis la tête du lac Supérieur jusqu'à la ville de Montréal, et cette voie est navigable pour des vaisseaux tirant 14 pieds d'eau. Nous ne pouvons pas nous faire aujourd'hui une juste idée de cette œuvre, mais notre génération et celles qui la suivront en retireront d'immenses avantages. Toutefois, M. l'Orateur, bien que nous ayons beaucoup fait pour développer nos moyens de transports, il reste encore beaucoup à faire. Nous pouvons dire sans crainte, je crois, que le gouvernement actuel comprend parfaitement la situation et qu'il s'occupera de la question d'une manière tout à fait pratique.

Je suis heureux de dire que le ministère de l'Agriculture a suivi une politique de